
NEOCOM MULTIMEDIA
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 1 164 561,76 EUROS
SIEGE SOCIAL : 5 RUE PLATON 75015 PARIS
337 744 403 RCS PARIS

RAPPORT DE GESTION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 14 JUIIN 2018

PREAMBULE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte pour vous rendre compte de l'activité de notre société et des résultats de notre gestion durant l'exercice clos le 31 décembre 2017 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leur rapport toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

De notre côté, nous sommes à votre disposition pour vous donner toutes précisions et tous renseignements complémentaires qui pourraient vous paraître opportuns.

Au présent rapport est annexé, conformément à l'article R.225-102 du Code de commerce, un tableau faisant apparaître les résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices.

Nous reprenons ci-après, successivement, les différentes informations telles que prévues par la réglementation.

Ordre du jour :

A titre ordinaire :

- Lecture du rapport de gestion du conseil d'administration sur la marche de la société, et présentation par le conseil des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017
- Lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission sur les comptes annuels et de leur rapport spécial sur les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce
- Examen et approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 – Quitus aux administrateurs
- Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 du Code de commerce
- Affectation du résultat de l'exercice et distribution du dividende
- Attribution de jetons de présence aux administrateurs de la Société
- Renouvellement du mandat de commissaire aux comptes suppléant de M. Philippe SALLE DE CHOU
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

A titre extraordinaire :

- Lecture du rapport du conseil d'administration sur le projet d'augmentation du capital social de la société par émissions d'actions nouvelles réservées aux adhérents du plan d'épargne entreprise
- Lecture du rapport des Commissaires aux comptes sur cette opération
- Délégation de pouvoirs au conseil d'administration en vue de réaliser une augmentation de capital réservée aux adhérents du PEE
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Tous les documents sociaux, comptes, rapports et autres documents ou renseignements s'y rapportant vous ont été communiqués ou mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires.

SITUATION DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Sur cet exercice, la société a continué son développement d'activités dans les domaines de la téléphonie et de la mobilité.

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers qui vous sont présentés ne comportent aucune modification, tant au niveau de la présentation des comptes qu'à celui des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

La situation de la société à la clôture de l'exercice écoulé apparaît dans le tableau ci-dessous, qui résume le bilan et souligne les variations intervenues dans les comptes depuis l'exercice précédent :

BILAN Durée	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois	Ecart %
BILAN ACTIF			
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val. similaires	10 985	15 476	-29.02
Fonds commercial	1 212 480	1 212 480	0.00
Total des immobilisations incorporelles	1 223 465	1 227 956	-0.37
Autres immobilisations corporelles	40 594	41 322	-1.76
Total des immobilisations corporelles	40 594	41 322	-1.76
Autres participations	206 429	208 979	-1.22
Autres immobilisations financières	27 290	27 074	0.80
Total des immobilisations financières	233 719	236 053	-0.99
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	1 497 777	1 505 331	-0.50
ACTIF CIRCULANT			
Clients et comptes rattachés	4 149 005	2 930 788	41.57
Autres créances	634 645	647 729	-2.02
Créances	4 783 650	3 578 517	33.68
Valeurs mobilières de placements		21 648	-100.00
Disponibilités	1 789 396	3 004 052	-40.43
Total des disponibilités hors charges constatées d'avance	1 789 396	3 025 699	-40.86
Charges constatées d'avance	41 097	43 149	-4.75
TOTAL ACTIF CIRCULANT	6 614 143	6 647 365	-0.50
Ecart de conversion actif	1 822	759	140.05
TOTAL ACTIF	8 113 742	8 153 455	-0.49
BILAN PASSIF			

CAPITAUX PROPRES			
Capital social	1 164 562	1 170 894	-0.54
Primes d'émission, de fusion, d'apport	571 408	586 676	-2.60
Réserve légale	127 160	127 160	0.00
Autres réserves	1 554 270	1 545 098	0.59
RESULTAT DE L'EXERCICE	630 830	880 021	-28.32
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	4 048 231	4 309 851	-6.07
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques	47 822	89 259	-46.42
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	47 822	89 259	-46.42
DETTES			
Emprunts et dette auprès d'établissements de crédit	2 743	75 684	-96.38
Emprunts et dettes financières diverses	1 326	1 833	-27.65
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 474 643	2 847 074	22.04
Dettes fiscales et sociales	305 553	565 415	-45.96
Autres dettes	232 732	263 647	-11.73
Produits constatés d'avance	692	692	0.00
TOTAL DETTES	4 017 689	3 754 345	7.01
TOTAL PASSIF	8 113 742	8 153 455	-0.49

L'activité de la société au cours de l'exercice se trouve résumée dans le tableau qui suit, regroupant les postes les plus significatifs du compte de résultat, ainsi que leur évolution par rapport à l'exercice précédent :

COMPTE DE RESULTAT Durée	31/12/2017 12 mois	31/12/2016 12 mois	Ecart %
Chiffre d'affaires net (hors taxes)	15 980 790	15 741 016	1.52
Coût des achats et charges externes	13 954 448	13 252 930	5.29
VALEUR AJOUTEE	2 026 342	2 488 086	-18.56
Impôts, taxes et versements assimilés	62 192	67 375	-7.69
Charges de personnel	1 013 883	1 073 321	-5.54
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	950 268	1 347 390	-29.47
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	56 796	47 610	19.30
Autres produits	18 861	7 239	160.54
Dotations aux amortissements et provisions	43 075	44 964	-4.20
Autres charges	12 390	12 735	-2.71
RESULTAT D'EXPLOITATION	970 459	1 344 540	-27.82
Résultat financier	-26 636	-25 649	-3.85
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	943 823	1 318 891	-28.44
Résultat exceptionnel	-3 712		100.00
Impôt sur les bénéfices	309 281	438 870	-29.53
RESULTAT NET COMPTABLE	630 830	880 021	-28.32

ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Ainsi que vous pouvez le constater, l'activité réalisée au cours de l'exercice écoulé se traduit par un chiffre d'affaires qui s'est élevé à 15 980 790 E contre 15 741 016 E pour l'exercice précédent, soit une progression de 1.52 %.

Le total des charges d'exploitation ressort à 15 085 988 E, après dotation aux provisions et amortissements pour 43 075 E.

La masse salariale globale, y compris les charges sociales, est passée de 1 073 321 E à 1 013 883 E, soit une diminution de 5.54 %, alors que l'effectif moyen est passé de 13 à 12 personnes.

Le résultat d'exploitation ressort à 970 459 E contre 1 344 540 E pour l'exercice précédent, marquant une diminution de 27.82 %.

Le résultat financier, d'un montant de -26 636 E, contre -25 649 E pour l'exercice précédent, permet de dégager un résultat courant avant impôt de 943 823 E, contre 1 318 891 E au 31 décembre 2016.

Le résultat exceptionnel s'élève à un montant de -3 712 E sur cet exercice.

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice s'élève à une somme de 309 281 E.

Compte tenu des produits et charges de toutes natures, l'activité de l'exercice écoulé se traduit ainsi par un résultat bénéficiaire de 630 830 E, représentant 3.95 % du chiffre d'affaires hors taxes.

Ce résultat se trouve en régression de 28.32 % par rapport à celui de l'exercice précédent, qui se manifestait par un bénéfice de 880 021 E, soit 5.59 % du chiffre d'affaires.

ENDETTEMENT FINANCIER

La société n'a aucun emprunt.

INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE

Au cours de cet exercice, la société a investi environ 62 K€ dans l'acquisition de logiciels et surtout de matériel informatique (serveurs).

RESULTATS DE L'ACTIVITE, PROGRES REALISES, DIFFICULTES RENCONTREES, EVOLUTIONS PREVISIBLES ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous continuerons de porter nos efforts au développement de notre chiffre d'affaires même si le contexte réglementaire et concurrentiel est difficile, tout en restant très attachés au maintien à un juste niveau des frais fixes de structure.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DÉLAIS DE PAIEMENTS DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Les factures reçues et émises non réglées à la clôture de l'exercice dont le terme est échu (C.Com. Art. L. 441-1-1 et D. 441-4) et celles ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice sont très peu significatives eu égard au nombre total des factures d'achats et de ventes d'une part, et aux achats et CA d'autre part.

FACTEURS DE RISQUES

Environnements législatif et réglementaire

En plus de la législation applicable à toute activité commerciale, les activités de la société répondent à des contraintes juridiques et réglementaires spécifiques :

- les activités liées à l'hébergement et à la diffusion de contenus et de services multimédia s'inscrivent dans l'environnement juridique du droit des télécommunications et du droit dit "des nouvelles technologies". Elles doivent en outre respecter le code de déontologie édicté par l'association AFMM, suivi par tous les acteurs de la chaîne.

Ces activités sont donc essentiellement soumises aux dispositions du Code des Postes et Communications Electroniques (CPCE) ayant repris la plupart des législations récentes.

- les activités de communication spécialisée et de régie publicitaire doivent se conformer au droit de la publicité, dont notamment la loi "Sapin" du 29 janvier 1993.

Environnement concurrentiel

Nos activités sont de plus en plus impactées par la concurrence depuis plusieurs années notamment dans le cadre de ses activités télécoms avec les produits de micro paiement.

Propriété intellectuelle

La société s'appuie sur un ensemble de protections légales et contractuelles en matière de droits d'auteurs, marques, brevets et obligations de confidentialité pour établir et protéger sa technologie, ses programmes d'ordinateur, ses bases de données et certaines informations.

Les codes, brevets, noms de domaine, marques et visuels du groupe sont déposés auprès des organismes de protection compétents et sont leur entière propriété.

Edition de contenu et liens de dépendance

Le chiffre d'affaires est composé principalement de revenus liés à la diffusion de contenus et de services sur des réseaux télécoms, ainsi qu'à des prestations d'hébergement et de services.

L'activité d'éditeur de contenus expose la société à d'éventuelles actions en justice intentées sur des fondements juridiques aussi variés que la diffamation, le dénigrement, la négligence, l'atteinte à la personne, ou le non-respect de la vie privée.

Reversements des opérateurs téléphoniques : les opérateurs téléphoniques reversent à notre société les revenus correspondant aux contenus et aux services diffusés auprès des utilisateurs finaux diminués le cas échéant des coûts enregistrés. Ces revenus sont comptabilisés en chiffre d'affaires, comme pour les autres prestations d'hébergement et de services. Et le cas échéant, les retenues et impayés des opérateurs sont comptabilisés en moins du chiffre d'affaires. Les achats de contenus, d'applications, de droits et d'audience sont comptabilisés en charges d'exploitation.

Ainsi, l'activité générée sur la base d'applications Mobilité, Audiotex et autres services vocaux se fait par la mise à disposition des utilisateurs finaux, d'informations, de services et de contenus diffusés par l'intermédiaire d'opérateurs téléphoniques. L'activité étant majoritairement réalisée selon ce modèle économique, les principaux clients sont des opérateurs télécoms nationaux et internationaux.

Risque de marché et risque pays

Le chiffre d'affaires hors CEE étant réalisé avec des pays essentiellement stables, la société est peu exposée à des risques de marché ou à des risques pays.

Risque de change

Le chiffre d'affaires réalisé en devises étrangères étant relativement faible, la société est peu exposée au risque de change. Par ailleurs, elle n'utilise aucun instrument financier dérivé de change.

Risques de taux

La société n'utilise actuellement aucun instrument dérivé de taux. Il n'y a pas de risque de taux identifié.

Risques industriels et liés à l'environnement

Les activités spécifiques de la société ne l'exposent pas à des risques industriels particuliers ou à des risques liés à l'environnement.

Néanmoins, le secteur des opérateurs télécoms se concentre de plus en plus et conduit à une politique tarifaire plus stricte quant aux reversements effectués.

Assurances

L'outil d'exploitation ainsi que les risques liés aux activités sont couverts par des contrats d'assurance. Ces contrats couvrent plus particulièrement la responsabilité civile d'exploitation et professionnelle.

Litiges et autres risques particuliers

La Direction Administrative et Financière assure le suivi centralisé et la mise à jour de la liste des litiges. Cette liste est suivie et soumise à la direction pour analyse, suivi des actions et détermination du montant des éventuelles provisions.

PASSAGE AUX NORMES IFRS - CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice, la société n'a pas établi de comptes consolidés, ne dépassant plus les seuils depuis au moins deux ans.

Rappelons par ailleurs que la société étant inscrite sur le Marché Libre, elle n'est donc pas concernée par le règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 qui impose l'utilisation du référentiel IFRS pour l'établissement des comptes consolidés des sociétés cotées sur un marché réglementé de l'Union Européenne, à partir du 1er janvier 2005.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Rien de particulier ne nous semble devoir être signalé sur ce plan.

ACTIVITE DE LA SOCIETE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Nos efforts en matière de recherche et développement ont été poursuivis notamment dans le domaine de la téléphonie et de la mobilité. Les dépenses relatives à ces recherches ont été directement passées en charges d'exploitation par nature.

CONVENTIONS REGLEMENTEES ENTRE SOCIETES (Article L.225-38 du Code de Commerce)

Nous vous rappelons que certaines opérations entre sociétés ayant des actionnaires, administrateurs et dirigeants communs doivent faire l'objet de conventions réglementées dans le cadre de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Après notification de ces conventions à nos commissaires aux comptes, nous leur laissons le soin de vous présenter leur rapport sur ces opérations, conformément aux dispositions légales.

PRISES DE PARTICIPATIONS OU DE CONTROLE

La société n'a pris aucune participation ni aucun contrôle de société au cours de l'exercice.

SOCIETES CONTROLEES

A la date de clôture, notre société détient les sociétés suivantes :

▪ PEL	100.00%
▪ NEOCOM UK	100.00%

ACTIONS D'AUTO-CONTROLE

Aucune détention n'est à signaler.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau annexé à notre bilan vous donne toute information concernant les filiales et participations de notre société.

ACTIVITE DES FILIALES

▪ PEL Sarl

Notre filiale PEL détenue à 100% a une activité de presse/régie publicitaire.

Au cours de cet exercice, la société a enregistré un chiffre d'affaires de 660 749 € contre 675 234 € en 2016, liée principalement à la baisse du chiffre d'affaires sur les commissions sur ventes d'espaces publicitaires. Sur 2017, la société a dégagé une perte de 9 730 € contre une perte de 2 865 € en 2016.

Compte tenu du résultat fiscal, un impôt sur les sociétés de 255 € a été comptabilisé au titre de l'exercice, contre 3 046 € en 2016.

▪ GRAAL NETWORK Sarl

Cette société, détenue à 49%, a principalement une activité d'hébergement Internet.

Au cours de cet exercice, la société devrait dégager un chiffre d'affaires proche de celui de l'an dernier qui était de 193 K € et enregistrer un résultat juste équilibré (qui était une perte de 4 K € en 2016).

▪ NEOCOM UK Limited

Cette société reste sans activité.

INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce, nous vous précisons pour chacun des mandataires sociaux, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société:

⇒ Voir tableau ci-joint.

DETENTION DU CAPITAL SOCIAL PAR LES SALARIES

Conformément à l'article L.225-102 du Code de commerce, nous vous précisons que la proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel de la société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise prévu par les articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et par les salariés et anciens salariés dans le cadre des fonds communs de placement d'entreprise régis par le chapitre III de la loi n° 88-1201 du 23 décembre

1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances est nulle.

Sont également prises en compte les actions détenues directement par les salariés durant les périodes d'inaccessibilité prévues aux articles L.225-194 et L.225-197, à l'article 11 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations et à l'article L.442-7 du Code du travail.

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT ET DIVIDENDES

Ainsi que vous pouvez le constater, déduction faite de toutes charges et de tous amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir un bénéfice de 630 830,34 euros, que nous vous proposons d'affecter de la façon suivante :

- Au versement d'un dividende de 0,28 € par action pour 427 785,68
- Au poste « Autres réserves » pour le surplus, soit 203 044,66 €

L'affectation du résultat que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Il sera mis en paiement à compter du 22 juin 2018.

Il est rappelé que pour les personnes physiques domiciliées en France, le dividende est imposable à l'impôt sur le revenu à un taux forfaitaire de 12,8 % en vertu du 1. de l'article 200 A du Code Général des Impôts.

Le contribuable conserve cependant la possibilité, sur option expresse et irrévocable à formuler dans le cadre de la déclaration des revenus de l'année, de soumettre l'ensemble des revenus et gains visés par cette imposition forfaitaire au barème progressif de l'impôt sur le revenu (2. de l'article 200 A précité). Dans cette hypothèse, le dividende est alors imposable à l'impôt sur le revenu au barème progressif, après un abattement de 40 % prévu à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts (CGI) et la déductibilité d'une fraction de la CSG en application du II de l'article 154 quinquies du CGI.

Avant la mise en paiement, le dividende est soumis aux prélèvements sociaux et, sauf dispense dûment formulée par le contribuable, au prélèvement obligatoire non libératoire de 12,8 % prévu à l'article 117 quater du CGI, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

RAPPEL DES DIVIDENDES ANTERIEUREMENT DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes pour les trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende global	Div./action
2016	1 527 806	870 849,42	0,57 €
2015	1 536 114	399 389,64	0,26 €
2014	1 536 114	0,00	0,00 €

DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code.

MANDATS DES ADMINISTRATEURS ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Administrateurs :

Aucun mandat n'arrive à expiration.

- Commissaires aux comptes :

Le mandat de Monsieur Philippe SALLE DE CHOU, co-commissaire aux comptes suppléant, arrive à expiration. Nous vous proposons de le renouveler pour une nouvelle période de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée de 2024 statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

JETONS DE PRESENCE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous vous proposons de bien vouloir statuer sur le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration pour l'exercice en cours, que nous vous proposons de fixer à douze mille euros.

A TITRE EXTRAORDINAIRE

Le rapport spécial du Conseil d'administration (sur l'opération d'augmentation de capital) est présenté distinctement de ce rapport de gestion.

CONCLUSION

Nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre conseil quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Fait le 3 mai 2018,

Le conseil d'administration.

ANNEXES

Documents joints au rapport :

Tableau des résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

En Euros

<i>EXERCICES CONCERNES</i>	2013	2014	2015	2016	2017
<i>NATURE DES INDICATIONS</i>					
I - Capital en fin d'exercice					
Capital social.....	1 170 894,49	1 170 894	1 170 894	1 170 894	1 164 562
Nombre des actions ordinaires existantes.....	1 536 114	1 536 114	1 536 114	1 536 114	1 527 806
Nombre des actions à dividende prioritaires (sans droit de vote) existantes.....	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer.....	0	0	0	0	0
. Par conversion d'obligations					
. Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
II - Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes.....	7 274 501	16 508 766	17 886 377	15 741 016	15 980 790
Résultat avant impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	512 380	367 190	781 809	1 316 245	64 661
Impôts sur les bénéfices.....	146 241	181 130	267 201	438 870	309 281
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions.....	286 968	307 081	557 191	880 021	630 830
Résultat distribué.....	276 501	0	399 390	875 585	427 786
III - Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amort. et provisions.....	0,24	0,12	0,33	0,57	0,57
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations aux amort. et provisions.....	0,19	0,20	0,36	0,57	0,41
Dividende attribué à chaque action	0,18	0	0,26	0,57	0,28
IV - Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice.....	15	14	14	13	13
Montant de la masse salariale de l'exercice.....	684 332	671 122	672 292	749 926	749 926
Montant des sommes versées au titre des avantages fiscaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc).....	340 971	312 390	315 210	323 395	323 395

Cumuls de mandats (art. L. 225-102-1 du Code de commerce)

Personnes physiques ou morales	Didier DERDERIAN	Thierry FRANCOIS	Stéphane RAIMONDEAU	NEOCOM MULTIMEDIA
SA NEOCOM MULTIMEDIA	P-DG	ADM	ADM	
SA FINANCIERE PLATON- LAROCHE	ADM	P-DG	ADM	
SARL PEL	Gérant			Associée à 100%
SAS HERACLITE CAPITAL	ADM	P-DG	ADM	
NEOCOM UK Limited	Gérant			Associée à 100%
SARL GRAAL NETWORK				Associée à 49%

Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et de leur utilisation (art. L. 225-129-1 et -2 du Code de commerce)

Aucune délégation.